Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 111 (1966)
Heft: 4

Artikel: À l'OTAN, quoi de nouveau?
Autor: Montfort
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343297

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

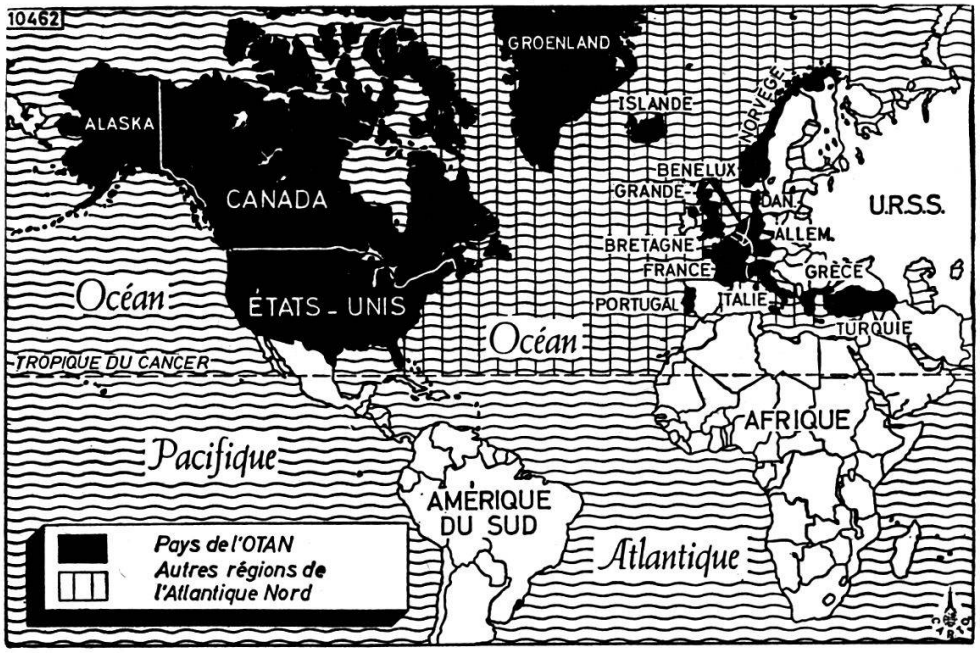
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

sion prospective de mener la tactique botte-à-botte, dans sa course échevelée, avec la technique qui comme le disait mon maître le général Estienne: « a toujours le dernier mot ».

Général Jean Perré

A l'OTAN, quoi de nouveau ?

Nous avions mis en sommeil cette chronique pour laisser se tasser la question du *départ* de la France de l'OTAN, car — malgré les explications françaises — c'est bien de cela qu'il



s'agit et il faut appeler un chat, un chat. Dans notre article de novembre 1965, nous qualifions de peu raisonnable cette éventualité que nous étudions cependent, mais le vrai, une fois de plus, aura été invraisemblable.

Les aspects multiples de cette affaire ont été, sont abondamment évoqués par la presse et par la radio. Du point de

vue *militaire*, disons d'abord qu'à propos des arrières du secteur Centre-Europe nous avions omis de mentionner le pipeline qui de Saint-Nazaire traverse la France pour aboutir à Ramstein, gigantesque base aérienne en Allemagne fédérale. Il va de soi qu'un pipe-line peut se poser ailleurs, en Belgique par exemple. On peut même le construire « provisoire » et l'établir rapidement. Cela s'est déjà fait après le Débarquement de juin 1944; cela se ferait encore plus facilement en 1966. Anvers est déjà prêt, d'autre part, à devenir le port de l'OTAN sur l'Atlantique.

Mais c'est par le bon bout de la lunette qu'il convient d'examiner le problème. La proposition française consiste à substituer des alliances bilatérales, qui engagent donc deux pays contractants, au Traité de l'OTAN qui compte treize Etats. Ce qui militairement parlant consiste à revenir du système des forces intégrées à celui des forces associées, *coalisées*. Clemenceau et Foch ont dû se retourner dans leur tombe; peut-être pas du même côté!

On a oublié — en France et d'anciens combattants encore — la crise de l'unité de commandement de 1918, la conférence de Doullens, comme aussi, sans remonter aussi loin, les reproches amers que l'on a adressés à la Belgique quand elle faisait cavalier seul avant le 10 mai 1940.

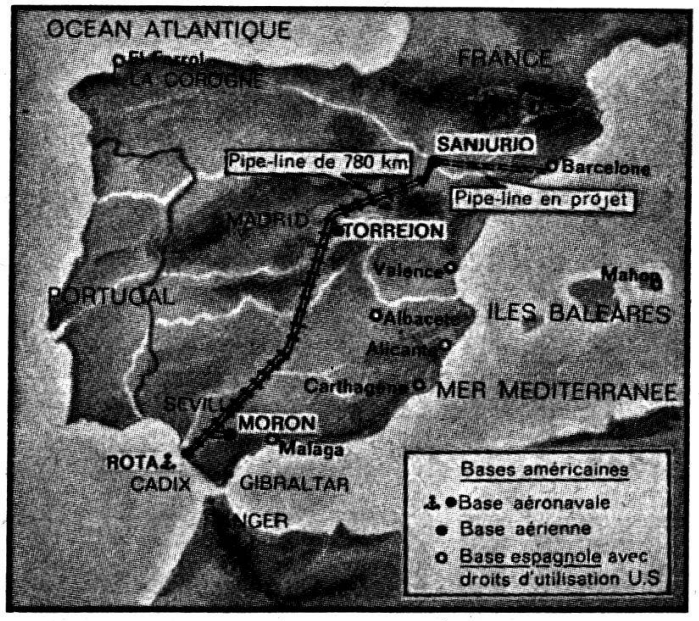
Jusqu'à un « général suisse » qui avait compris que si son gouvernement était lié par le statut de neutralité, il devait lui, les choses étant ce qu'elles étaient, procéder, sous sa responsabilité strictement personnelle, aux préparatifs indispensables d'engagement de son armée. Il doit en rester des traces au château de Vincennes, si tout n'a pas été saisi à La Charité-sur-Loire!

Sans rabâcher les propos de Foch sur Napoléon et ses adversaires coalisés, on peut conclure par un autre mot du maréchal: « C'est bête comme chou ».[1]

---

[1] Au point de vue opérationnel, en tout cas.

Cependant, la solution militaire de cette crise n'a pas encore transpiré, bien qu'elle soit sûrement étudiée. On peut être certain — et M. de la Palice ne trouverait pas mieux — que l'importance des zones avancées du secteur Centre-Europe va être augmentée, l'influence de la défense du môle suisse s'accroître encore et la possession, la disposition, de la péninsule Ibérique devenir indispensable à l'Alliance Atlantique.



Les bases américaines en Espagne.[1]

On a toutefois déjà parlé du transfert des QG de l'OTAN de France en Belgique ou en Italie. Le premier de ces deux pays paraît plus indiqué, avec QG, PC de rechange, en Angleterre,[2] par exemple.

Il faudra suivre ces questions dans les jours qui vont venir, mais trois points peuvent, *semble-t-il*, être établis:

— La France ne pourra pas retirer ses forces de l'Alliance tout en en restant membre, comme elle ne pourra pas maintenir ses forces en Allemagne sous commandement français, puisqu'elle

---

[1] Tiré de *L'Express* (de Paris), numéro du 20-26 décembre 1965.

[2] Aux « dernières nouvelles », on a articulé en effets les noms de Bruxelles ou de Luxembourg.

refuse précisément aux forces américaines en France qu'elles restent sous commandement américain ou même OTAN.[1]
— Comme l'a dit le porte-parole du Foreign Office le 7 mars 1966: « De l'avis du Gouvernement britannique, l'OTAN continuera d'exister, même si la France s'en retire. » Or, on connaît la ténacité britannique.
— Une *réforme* de l'OTAN est certainement nécessaire, néanmoins il ne faut pas confondre réforme et révolution.

* * *

A part ce fait essentiel — le départ de la France de l'OTAN, en juillet prochain — il convient quand même de signaler, pour notre « orientation », l'activité habituelle de l'Alliance du point de vue militaire. La vie continue.

Vingt-trois parlementaires venus de dix pays membres, parmi lesquels le général français Noiret, député des Ardennes, ont visité en août 1965 les bases de Bergen à Istanbul, examinant les installations, les armements, les équipements.

Dans le même ordre d'idées, relatons que la onzième session des parlementaires de l'OTAN s'est tenue à New York du 4 au 9 octobre 1965. A ce propos, on peut mentionner que la France y était notamment représentée par le général Béthouart. Sous l'angle politico-militaire la résolution suivante a été prise: « La Conférence, ayant entendu le rapporteur du groupe de travail de la Commission politique pour la réforme de l'OTAN; après discussion approfondie d'un premier rapport préliminaire sur la question; tenant compte de la situation de crise dans laquelle se trouve l'OTAN; consciente de la nécessité impérieuse de mettre fin à cette situation bien avant que n'entre en application l'article 13 du Traité de l'Atlantique Nord; *charge* le groupe de travail de la Commission politique de déposer un rapport définitif au plus tard lors de la session annuelle plénière de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN de l'automne 1966. »

---

[1] Il est vrai que les Allemands ont déjà avalé la couleuvre de l'affaire Argoud...

Rappelons que l'article 13 du Traité a la teneur suivante: « Après que le Traité aura été en vigueur pendant vingt ans [1] toute partie pourra mettre fin au Traité en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui informera les Gouvernements des autres parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation. » On peut donc en conclure que l'attitude de la France a dû être trouvée pour le moins surprenante dans les milieux dirigeants de l'Alliance et que le rapport dont il est question plus haut est dépassé par les événements.

* * *

Les exercices et manœuvres se sont poursuivis.[2] Une fois de plus, le secteur méditerranéen a été le théâtre d'une opération conçue comme réponse à une invasion, par le Bloc de l'est, de la Grèce et de la Turquie. « Deep Furrow » [3], dont nous avons déjà dit deux mots en novembre 1965, à propos de la présence du roi Constantin de Grèce à ces manœuvres, mettait en œuvre, cette fois-ci, des renforts américains importants et il convient d'y revenir puisque nous sommes maintenant mieux renseignés à leur égard.

C'est l'amiral Charles D. Griffin, commandant en chef des Forces alliées du Sud-Europe (CINCSOUTH, textuellement commandant en chef sud) qui dirigeait les manœuvres et le général John H. Michaelis, commandant des Forces terrestres alliées du Sud-est Europe — dont le QG, notons-le en passant, est à Izmir (Turquie) — qui commandait les troupes. Soixante mille hommes, appartenant aux armées américaine, grecque et turque furent engagés.

Le thème en était le suivant: L'agresseur a cherché à négocier avec la Grèce afin d'obtenir un débouché sur la mer Egée.

---

[1] C'est-à-dire le 24 août 1969 puisque, signé le 4 avril 1949, il est entré en vigueur le 24 août de la même année.

[2] D'après les « Nouvelles de l'OTAN ».

[3] « Sillon profond ».

La Grèce a refusé catégoriquement. L'ennemi menace d'employer la force pour obtenir satisfaction, à quoi la Grèce et la Turquie répliquent que toute attaque contre l'un des deux pays sera considérée comme une attaque contre les deux pays. Malgré cela, le 16 septembre, l'adversaire envahit le nord de la Grèce et, dans la soirée du même jour, la Turquie. Le soir du 18, les forces ennemies se sont emparées de la moitié nord de la Thrace grecque. Du 18 au 20 septembre une période de quinze jours est censée s'écouler, pendant laquelle l'ennemi s'est virtuellement emparé de la Thrace hellénique, s'installant sur les montagnes à l'ouest de la Struma. Au cours de cette même période supposée de quinze jours, il a déclenché des opérations aériennes et navales contre la péninsule de Kocaeli (ou Izmit) en Turquie. La 1ere Armée turque est intervenue, empêchant notamment des troupes ennemies débarquées par mer de faire leur jonction avec des troupes parachutées. Puis elle se réorganise, tandis que les « paras » ennemis s'installent en tête de pont. C'est alors que débute « Deep Furrow », aux premières heures du 21 septembre.

Septante appareils C 130 américains amènent des Etats-Unis une brigade [1] de deux bataillons de la 82e Div. aéroportée US, des blindés, un groupe d'artillerie, une compagnie du génie, au total 1500 hommes qui sont largués sur le théâtre des opérations.

Au sol, la 28e Div. inf., qui appartient à la 1ere Armée turque, fait sa jonction avec les éléments américains parachutés et le général Michaelis passe aux ordres de la 1ere Armée turque. L'attaque de la tête de pont ennemie est finalement menée par le 15e CA turc, coiffant les éléments de la 82e Div. aéroportée US et un groupe d'artillerie turc, ainsi que la 28e Div. inf. à deux régiments d'infanterie et une brigade blindée turcs. Le 23 septembre, la résistance ennemie est vaincue.

Le lendemain, les opérations se sont poursuivies en Grèce par un exercice de débarquement, de part et d'autre de la

---

[1] Comprendre régiment.

Struma, qui semble avoir eu davantage le caractère d'une démonstration que d'une manœuvre au sens propre du mot.

Le 25 septembre, les opérations reprenaient à quelque 32 km. au nord-ouest de la Struma, mettant en œuvre un bataillon de « paras » grecs (représentant une division) et la 10e Div. inf. grecque qui cherchait à faire sa jonction avec les premiers et qui la réalisait dans la phase finale des manœuvres.

« Sans doute — nous dit-on — « Deep Furrow » a-t-il été conduit avec des moyens conventionnels et sans usage — supposé, bien sûr — d'armes atomiques, même tactiques, mais il a permis de démontrer l'efficacité des états-majors, la facilité de passage de commandement d'un chef à un autre, le bon fonctionnement des matériels. »

* * *

L'exercice [1] « Eastern Express » s'est encore déroulé dans la même zone que « Deep Furrow ». Il s'agissait cette fois d'un satellite du Bloc de l'est qui avait envahi la Turquie, depuis le sud, en suivant un des axes traditionnels des invasions de ce pays, la vallée du Tigre qui est « contrôlée » par la ville de Diyarbakir ou Diyarbékir. En présence de cette situation, le Gouvernement turc demandait aide au Conseil Atlantique qui engageait dans ce secteur la Force mobile du Commandement allié de l'Europe (*Allied Mobile Force, AMF)* dont nous avons souvent parlé en signalant notamment sa faiblesse numérique.

L'AMF fut concentrée par air à Diyarbakir entre le 2 et le 9 novembre 1965. Le QG de la Force fut composé d'éléments allemands, américains, belges, britanniques et italiens; la Force d'unités turques, belges, allemandes, britanniques et américaines, constituant trois bataillons avec les unités spéciales, l'artillerie, leurs véhicules, au total 3142 hommes et 448 camions de 5 tonnes, engins de combat, jeeps. Le pont aérien a duré sept jours et compté 222 vols. Echelonnés dans le

---

[1] Une fois de plus, disons que ce sont des « manœuvres », d'après notre terminologie suisse.

temps pour des raisons financières, tous les transports auraient pu en réalité, nous dit-on, être achevés en trois jours depuis les bases nationales.

Les manœuvres qui engagèrent environ 15 000 hommes — compte tenu du 7e CA turc au profit duquel intervenait l'AMF — se déroulèrent du 10 au 16 novembre dernier. Mise à part, une fois de plus, la faiblesse de la réserve mobile du Commandement allié de l'Europe, il semble que tout donna satisfaction. Les forces turques, particulièrement, firent une excellente impression sur les observateurs et les relations entre éléments provenant des différents pays que nous avons cités plus haut, furent des plus normales. Le problème de la langue avait été résolu aux échelons inférieurs par l'intervention d'un nombre important d'officiers de liaison en même temps interprètes, la langue officielle de l'AMF étant l'anglais.

Si nous avons tenu à rappeler ces manœuvres, extérieures par rapport à l'Europe centrale qui évidemment nous intéresse ici en première urgence, c'est pour mieux souligner l'interdépendance de tous les pays qui ont adhéré à l'OTAN et donc la nécessité de leur étroite collaboration militaire.

* * *

Une description des installations défensives de l'Alliance en Norvège que nous trouvons dans les « *Nouvelles de l'OTAN* » de janvier 1966, donne une idée de la valeur financière globale des constructions de tout genre qui ont été effectuées pour la défense de l'Europe, comme aussi du prix du transfert qu'il faudra opérer pour établir dans d'autres pays les organisations actuellement implantées chez nos voisins d'outre-Jura.

L'infrastructure de la Norvège a déjà coûté à l'OTAN 948 millions de dollars et cette somme ne représente que le 10% de ce qui est prévu!

Pour ce qui est de la perfection des organisations, il suffira de dire que le Centre régional des opérations de défense aérienne des Forces alliées du Nord de l'Europe (AFNORTH),

qui fait partie intégrante du système de détection lointaine de SACEUR [1], transmet *instantanément* à son QG, au SHAPE à Rocquencourt (au nord de Versailles), les renseignements sélectionnés dont il doit être informé.

* * *

Signalons enfin que les « *Nouvelles de l'OTAN* » ont commencé, dans leur numéro de mars 1966, la publication d'une série d'articles qui tentent de suggérer des réponses à cette question: « La force est-elle nécessaire? » Cette série débute par un article brillamment illustré du lieutenant-colonel Eddy Bauer qui, dans le style alerte que nous connaissons bien, décrit admirablement « L'évolution des Armées à travers les âges ». Elle se poursuivra par des études de l'inspecteur général Edouard Janssens (Belgique) sur l'organisation des forces de police et une autre de M. H. G. Nicholas de New College (Oxford), sur les opérations de l'ONU pour le maintien de la paix. Finalement, Sir Evelyn Shuckburgh, représentant permanent du Royaume-Uni auprès du Conseil Atlantique, montrera la contribution de l'OTAN à la paix du monde.

Colonel-divisionnaire MONTFORT

Circulation militaire et circulation civile

L'objet principal de la conférence de presse organisée par le commandement de la division mécanisée 1, à Lausanne, était consacré au problème important du recrutement, de la formation et de l'entraînement des automobilistes, des pilotes de chars et d'engins.

---

[1] SACEUR, *Supreme Allied Commander in Europe*, le général Lemnitzer, rappelons-le.